

« En science, l'exemple des Etats-Unis peut servir de sursaut pédagogique »

Entretien La chercheuse en sciences de l'environnement Tamara Ben Ari et l'historienne Emmanuelle Perez Tisserant insistent sur l'importance du collectif pour contrer les attaques

Propos recueillis par David Larousserie

Avec l'astrophysicien Olivier Berné (CNRS), l'historienne Emmanuelle Perez Tisserant (université Toulouse-II Jean-Jaurès) et la chercheuse en sciences de l'environnement Tamara Ben Ari (Inrae) ont publié *Le Moment orwellien* (Seuil, 240 pages, 19 euros). Ces auteurs y dénoncent les attaques contre la science des deux côtés de l'Atlantique, tentent d'en comprendre les ressorts et proposent des moyens de les contrer.

Qu'est-ce que ce monde a d'orwellien ?

Tamara Ben Ari : Ce second mandat de Donald Trump n'est plus uniquement une période où les résultats de la science sont contestés ou dont la portée est minimisée. Ce sont les conditions mêmes qui permettent de faire de la recherche, d'instruire des enquêtes, d'établir des preuves qui sont attaquées, par des coupes budgétaires brutales et massives, des licenciements, la fermeture d'observatoires et de bases de données... L'objectif est de nier la capacité de la science à décrire le monde. Le philosophe et éditeur Jean-Jacques Rosat dit du roman d'Orwell *1984* [paru en 1949] qu'il est une fiction réaliste décrivant une société totalitaire. Dans le livre, nous montrons comment ces mécanismes orwelliens sont à l'œuvre pour accompagner cette destruction.

Quels sont-ils ?

T. B. A. : Orwell en décrit notamment trois : le *newspeak* [la novlangue], le *doublethink* [la double-pensée] et la mutabilité du passé.

Le *newspeak*, le plus connu, est un rétrécissement du langage dont le but est de réduire le champ de la pensée. Les exemples sont nombreux depuis le retour de Trump à la Maison Blanche, avec des directives pour supprimer des mots des agences et des sites fédéraux tels « crise climatique », « racisme », « femme »...

Le *newspeak* permet aussi de vider certains mots de leur sens et d'empêcher les images mentales associées. Par exemple, quand le DOGE [département de l'efficacité gouvernementale] parle d'« optimisation » alors que ses actions visent à désorganiser profondément l'appareil scientifique et administratif fédéral.

Chez Orwell, ces mécanismes s'articulent et permettent la double-pensée, qui consiste à maintenir des contradictions en faisant l'effort conscient de les penser toutes les deux vraies. En France, lorsque le ministre de la recherche, le 9 novembre 2025, a fait empêcher la tenue d'un colloque sur la Palestine au Collège de France, nous avons ce genre de contradiction :

prétendre protéger la liberté d'expression ou la pluralité du débat public en s'attaquant à la liberté académique.

Et la mutabilité du passé ?

Emmanuelle Perez Tisserant : C'est la volonté d'effacer et de réécrire l'histoire afin qu'elle colle au programme des gouvernants. Dire que les Etats-Unis se sont construits en grande partie sur l'esclavage n'est plus possible aujourd'hui si on veut être financé ou si on veut faire des expositions ou des conférences dans le cadre d'institutions fédérales. Cette position est vue comme une défense de la liberté d'expression, pour permettre d'affirmer le contraire de la vérité historique et laisser penser que les Etats-Unis sont uniquement le pays de la liberté. Cela aboutit à considérer que la recherche scientifique est une opinion et pas un fait.

La France est-elle menacée ?

T. B. A. : La facilité déconcertante avec laquelle les agences fédérales américaines qui produisent ou financent de la recherche, l'équivalent du CNRS et de l'ANR par exemple, ont été mises au pas devrait nous inquiéter.

E. P. T. : Les formes de solidarité et d'action collective, que nous pensons nécessaires pour contrer ces attaques, sont de plus en plus mises à mal avec la mise en concurrence assumée pour les postes, les moyens ou les formations. Une expression, illustrant le newspeak ou la double-pensée, en est un symptôme, c'est celle d'« excellence scientifique ». Le terme sert surtout à dire que tous les autres ne sont pas excellents, et qu'il y a une mesure de l'excellence par des classements, par des productions, mais pas forcément par la qualité ou le service que peut rendre cette science pour le plus grand nombre.

Avec quelles conséquences ?

T. B. A. : Un affaiblissement. Ces réformes menées au nom de l'excellence ou de la rationalité budgétaire ont été accompagnées par des discours de délégitimation dont nous traçons une généalogie dans le livre, en une sorte de moment préorwellien. En France, dans les débats concernant les lois agricoles – la loi Duplomb –, des pans entiers de la recherche ont été disqualifiés ou exclus du champ scientifique par des élus, comme l'agroécologie, qui est un domaine de recherche international reposant sur des milliers de publications, et qui se retrouve décrit comme une idéologie partisane. Dans un même mouvement, l'utilité de l'Inrae [*Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement*] ou de l'Anses [*Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail*] est mise en doute, avec des récits qui partagent des similitudes avec ce qui accompagne actuellement le démantèlement de l'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis.

E. P. T. : Les sciences sociales aussi sont attaquées, par exemple quand [*l'ancien premier ministre*] Manuel Valls dit que la sociologie, c'est mal, parce qu'expliquer c'est déjà excuser. Ou quand d'autres considèrent que faire des recherches sur le colonialisme et la question raciale, c'est faire de l'islamo-gauchisme... Faire croire qu'il y a la bonne science, qui serait neutre, et la mauvaise science, militante, est un glissement qui se méprend sur ce qu'est la science. La science est en lien avec la société, donc elle ne peut pas être neutre, mais elle construit des connaissances à partir d'une méthode, d'une vérification et d'une validation collectives, et aussi d'une éthique.

Que faire ?

E. P. T. : Le livre se conclut par des chapitres pour refaire d'Orwell une fiction, et nous proposons de refuser l'orthodoxie, c'est-à-dire de résister à la subversion du langage et de défendre la pensée critique... J'insiste également sur l'importance du collectif et de la solidarité ainsi que sur la nécessité de tisser des liens dans la société. Dans nos laboratoires, nous devrions prendre conscience qu'il est illusoire de s'imaginer s'en tirer indemne car nous serions plus « excellents » ou ferions des « sciences plus utiles ». Il vaut mieux résister ensemble, ne pas obéir par anticipation.

Il faudrait le faire en lien avec des personnes qui subissent la même chose dans leur domaine, d'autres services publics par exemple.

T. B. A. : Dans cette période de glissement, nous avons besoin d'une solidarité à toute épreuve. Dès qu'un colloque, une formation ou des scientifiques se trouvent discrédités, il faudrait que tous les domaines se mobilisent ensemble pour les défendre. Cette solidarité serait une vraie force, au moins à l'intérieur du monde scientifique, car il est quand même plus difficile pour un pouvoir, quel qu'il soit, de brutaliser des physiciens que des historiens. C'est ce qu'essaie de construire le mouvement Stand Up for Science, parmi d'autres.

E. P. T. : L'exemple frappant des Etats-Unis peut nous servir de sursaut pédagogique. Quand un Etat devient illibéral, subvertit le langage et le rapport au réel, demande des choses auxquelles on ne peut pas obéir, que fait-on ? Se poser ces questions-là, maintenant, permet de se préparer, de concevoir des outils de protection et de résistance, pour savoir quelle attitude adopter en cas de réforme de nos enseignements, de mesures contre les étudiants étrangers, etc. Notre livre sert d'alerte.